

Paris, le 24 janvier 2008

Vœux de Christine Boutin

Mesdames, Messieurs les Présidents,
Mesdames, Messieurs,
Chers Amis,

Merci à tous pour votre présence.

Je suis attachée à cette traditionnelle cérémonie des vœux qui est toujours chaleureuse et conviviale.

Cette réception, ces quelques mots se veulent l'expression de ma considération, de mon estime et de mes remerciements vis à vis de votre engagement au service du logement, de la ville et de la lutte contre les exclusions.

Mon ministère en effet met en œuvre la politique du gouvernement dans ces domaines prosaïques, familiers, terre à terre, qui concernent tous les hommes, les femmes et les enfants de notre pays. Grâce à vous, nous avançons ensemble pour leur offrir un environnement de vie qui corresponde aux enjeux du XXIème siècle.

Au-delà de ces remerciements, et de la joie de vous retrouver tous ici, cette occasion heureuse, me permet de formuler des vœux pour l'année qui va débiter.

A chacun d'entre vous, je souhaite avant tout une très belle et très heureuse année, faite de joie, de bonne santé et de bonheur.

Il y a 8 mois, le peuple français se déplaçait en masse aux urnes pour élire un nouveau président de la République. Il mettait ainsi au service du changement, toute la force de la Nation.

Tous ceux qui ont eu l'honneur d'être appelés à des responsabilités ministérielles ont ressenti, comme moi, de la gravité devant l'immensité de la tâche à accomplir.

Le programme de politique du gouvernement prévoyait des réalisations à court, moyen et long terme.

8 mois plus tard, nous pouvons déjà évaluer ensemble le chemin parcouru. Il est considérable. Je pense par exemple à :

- la relance de l'Europe avec le Traité simplifié,
- l'instauration du service minimum dans les transports,
- la loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat avec notamment la défiscalisation des heures supplémentaires et la déductibilité des intérêts d'emprunt,
- une réforme des régimes spéciaux qui est en marche,
- un taux de chômage repassé sous la barre des 8% de la population active,
- enfin un Grenelle de l'environnement qui a été salué par tous.

Mais, revenons aux dossiers qui nous concernent et parlons d'avenir :

Pour 2008, je formule un vœu : « soyons plus constructifs ! », c'est l'expression que j'ai souhaité voir figurer sur ma carte de vœux

1) Cette année, en effet, il faut construire comme jamais.

500 000 nouveaux logements par an, dont 120 000 logements sociaux. C'est l'objectif fixé par le Président de la République. C'est dire là l'intensité de l'effort que nous voulons obtenir, mais aussi, la puissance de la dynamique économique que cela peut potentiellement générer.

Le contexte financier international inquiète ? Sachons garder la mesure : notre marché de l'immobilier est fondé sur une demande solide et non spéculative.

Il faut aller de l'avant.

Nous devons tout faire pour réussir.

La préoccupation du logement est centrale. Le Logement en effet est devenu un gouffre pour le pouvoir d'achat.. Ne plus pouvoir accéder à la propriété, être condamné, à l'âge adulte, à vivre dans un appartement plus petit que celui de son enfance, est vécu comme un échec personnel. Alors qu'à l'évidence, ces situations relèvent davantage d'une responsabilité collective. Pendant plus de vingt ans, notre pays a construit deux fois moins de logements qu'il n'en fallait. La pénurie est générale. Les prix flambent.

C'est l'ensemble de la chaîne du logement qu'il faut dynamiser et fluidifier.

La participation d'un bon nombre d'entre vous à l'occasion du lancement du chantier national du logement à Lyon en septembre dernier, atteste que cette crise est bien l'affaire de tous et que vous êtes convaincus que ce n'est qu'ensemble que nous parviendrons à la résoudre.

Cette année, tout doit être fait pour construire et développer l'offre de logements.

Nous avons aujourd'hui un levier extraordinaire. Il s'agit du DALO, le droit au logement opposable. Il vise à garantir un toit décent à tous les hommes, les femmes et les enfants de ce pays. Il entre cette année dans une phase décisive. Ce nouveau droit, dont je suis une militante active, sachez bien que je ne le vois pas comme une nouvelle contrainte mais bien davantage comme l'opportunité de relancer avec combativité la construction. Sa grande nouveauté réside dans son caractère opposable à l'Etat. L'Etat est donc en première ligne puisque c'est lui qui sera potentiellement sanctionné.

Mais - vous le savez comme moi - ce n'est pas lui qui détient seul les clés du succès. En cas d'échec, n'allez pas croire d'ailleurs que seul l'Etat en subirait l'opprobre. Tous autant que nous sommes, Etat, collectivités locales, partenaires sociaux, organismes HLM, nous serions mis en accusation.

Je veux rappeler ici l'importance des communes et celle, grandissante, des départements et des agglomérations qui exercent au nom de l'Etat la gestion des aides à la pierre. Je n'oublie pas non plus les bailleurs sociaux qui assurent la lourde responsabilité de loger des populations en difficulté. Je pense enfin aux associations qui jouent un rôle irremplaçable dans la gestion sociale de proximité auprès des exclus.

2008 sera l'année de la Présidence européenne de la France. Lutte contre l'exclusion, ville, logement : je rencontrerai tous mes homologues: Je suis certaine d'une chose : nos partenaires seront avant tout attentifs à la mise en œuvre du DALO.

2) Par ailleurs - vous le savez - nous voulons permettre à chacun d'avoir un logement abordable

Dans le secteur locatif, nous allons augmenter l'offre de logement. J'appliquerai avec vigueur l'article 55 de la loi SRU. Nous favoriserons la fluidité du parc social. Naturellement, nos efforts pour solvabiliser les locataires vont rapidement produire leurs effets. Je pense en particulier au rôle que vont jouer:

la Garantie des risques locatifs (GRL),
le nouvel indice de révision des loyers qui protégera le pouvoir d'achat des locataires,
La diminution du dépôt de garantie de 2 à 1 mois et son étalement dans le temps.

Dans le domaine de l'accession, chacun d'entre vous connaît notre objectif : bâtir une France de propriétaires et faire en sorte que la propriété ne reste pas un luxe réservé aux plus riches. Après l'adoption de la déductibilité des intérêts d'emprunt, la signature avec le monde HLM d'un accord visant à proposer à 40 000 locataires du parc social, de devenir propriétaires de leur logement, j'ai décidé, cette année, de lancer la maison à 15 euros pour les ménages modestes; un projet structuré sur le mécanisme du pass-foncier et sur lequel je fonde beaucoup d'espoirs.

3) Dans l'attente d'une offre de logements permettant de loger toutes les personnes et toutes les familles dans les meilleures conditions de confort, le bon sens comme l'humanité nous conduiront bien sûr à proposer des solutions transitoires à ceux qui n'ont plus de toit. Mon cabinet travaille activement avec le Parlementaire en mission, Etienne PINTE, qui a été nommé par le Premier Ministre, pour trouver avec le monde associatif des solutions pérennes au problème récurrent des sans-abri et des difficultés de logement. Dans quelques jours, François FILLON dévoilera, devant des associations, les grandes orientations à venir.

Une chose est sûre : je veux que l'année 2008 soit l'année de l'engagement de l'humanisation des structures d'hébergement afin de proposer enfin aux personnes accueillies des conditions d'hébergement dignes préservant au mieux leur besoin de sécurité et d'intimité.

Par ailleurs, je poursuivrai mon action contre l'habitat indigne. Le 14 novembre dernier, j'adressais aux préfets une lettre circulaire leur demandant la mise en place d'un plan d'action d'urgence contre les marchands de sommeil. Plus largement, il s'agissait aussi pour moi de contraindre les propriétaires récalcitrants à remplir leurs obligations, travaux de sortie d'insalubrité ou de péril, voire hébergement ou relogement si nécessaire. C'est un dossier qui me tient particulièrement à cœur. Le plan de rénovation des centres villes rentre aussi dans cette volonté.

4) Mais au-delà de l'habitat, c'est à la ville que je veux m'intéresser.

Aujourd'hui nos villes souffrent et leurs habitants avec :

Elles se défont en périphérie, avec des quartiers fragiles qui cumulent les handicaps. Elles s'usent en leur sein, avec des poches terriblement dégradées et des populations en grande précarité. Quant aux principes organisateurs de la ville, ils semblent aujourd'hui impuissants à produire la moindre dimension humaine.

A bien des égards, le malaise des banlieues n'est que le symptôme le plus criant d'une crise plus générale.

Notre politique de la ville a besoin d'un second souffle.

J'ai récemment confié plusieurs missions à des experts de renom:

→ Robert Rochefort, le directeur du CREDOC, travaille sur le meilleur moyen de dynamiser et diversifier le commerce dans la ville parce que la ville, à mon sens, c'est toujours construite autour du commerce et des échanges de diverses natures.

→ Roland Castro a accepté de piloter un comité veillant à la qualité architecturale des projets immobiliers à caractère social et il me rendra sa copie avant le 15 février.

→ Enfin, François Rivière, Président de la Fondation « Le Temps des Villes », est en train de réfléchir à un grand plan national de valorisation des centres-villes, dans un souci d'équilibre territorial, d'équilibre interne au centre-ville, enfin d'équilibre entre les centres et leur périphérie.

Nos villes ont besoin d'être réunifiées, réconciliées nous dit le Conseil Economique et Social. C'est également mon avis.

Je veux repenser, la ville, toute la ville à la mesure de l'homme.

Au-delà de la rénovation urbaine, qui doit demain s'étendre aux quartiers anciens, je souhaite que nous nous intéressions aux habitants, aux personnes.

C'est très exactement la philosophie de l'opération que je viens d'engager avec la Fédération Française du Bâtiment, dont je salue le président, Christian BAFY. Il s'agit de l'opération « 10 000 jeunes bâtisseurs » qui va permettre à quantité de jeunes, issus prioritairement des quartiers fragiles, de bénéficier d'une formation sur le terrain et d'une perspective d'emploi dans les métiers du bâtiment.

La dynamique défendue par Fadéla AMARA en ce qui concerne les jeunes des banlieues s'inscrit pleinement dans cette volonté. Et je l'en remercie. Fadéla, tout comme moi, veut tout faire pour démultiplier les opportunités en faveur des jeunes afin qu'ils puissent se former, trouver un emploi et contribuer, eux aussi, à la vitalité de notre pays. La presse s'est plu à présenter notre attelage comme le mariage de la carpe et du lapin. Laquelle est la carpe ? Laquelle est le lapin ? Le lapin a dû courage dit la fable. Nous sommes deux femmes qui dans nos vies respectives avons affronté le risque de transgresser et de déplaire.

Quant à la carpe, elle « ne prononce jamais un mot de trop ». De toute évidence, ni Fadéla, ni moi-même, n'avons cette réserve. Nous veillons l'une et l'autre jalousement à notre liberté d'expression.

Nous sommes en vérité bien plus faites du même bois qu'il n'y paraît. Dîtes vous bien d'ailleurs que le

président de la République, qui n'est pas né de la dernière pluie, savait parfaitement ce qu'il faisait en nous réunissant. Surtout, nous sommes deux femmes sincères, capables de faire part de nos doutes. La question des banlieues est sans doute le chantier le plus lourd de conséquences pour la République.

Cela donne à réfléchir...

Mais je veux vous le redire, n'essayez pas de mettre un coin entre nous deux. Nous sommes différentes, nous avons toutes deux du caractère, cela fait parfois des étincelles, mais nous avons une volonté commune, celle d'assurer à tous les hommes, les femmes et les enfants de ce pays, quelles que soient leurs origines, l'égalité des droits dont la République doit être le garant.

Dans les prochains jours, le Président de la République dévoilera l'ensemble des mesures qu'il entend engager pour casser la logique de l'échec qui prévaut dans les quartiers fragiles et nous seront toutes les deux, comme les autres Ministres, en ordre de marche pour les mettre en application.

Logement, lutte contre la précarité, politique de la ville, Voilà Mesdames, Messieurs, Chers Amis, ce que je souhaitais vous dire.

La tâche en 2008 sera immense et je sais pouvoir compter sur vous tous pour m'aider. C'est ce qui me donne la force d'avancer. Les défis qui nous sont lancés - j'en suis convaincue - sont à la portée d'un grand pays comme la France si nous partageons, sur le long terme, une ambition commune et déterminée.

Bonne année 2008.

*seul le prononcé fait foi